Le visage féminin de la migration

Christine Campeau/Caritas, Sean Sprague/CRS, David Snyder/CRS

Caritas

Le visage féminin de la migration

Sœur Bernarda de Caritas Guatemala gère un centre pour les femmes enceintes et les enfants.
Rita Villanueva/CRS

Avant-propos

Par Lesley-Anne Knight,
Secrétaire générale de Caritas Internationalis

Voici les récits de six femmes qui se sont lancées dans l'inconnu. Vivian, Zeina, Amina, Marion, Maria et Julia* ont fui les conditions de vie difficiles de leurs communautés natales, en quête de travail, de sécurité et d'avenir.

La plupart de ces femmes ont trouvé du travail. Mais pendant leur périple, à la poursuite d'une vie meilleure pour elles-mêmes et leurs familles, elles ont toutes payé un prix. La pauvreté pour certaines, des problèmes de santé pour d'autres, et l'une d'entre elles, mère de famille, a été obligée de renoncer au bonheur de voir ses enfants grandir.

Plus de 214 millions de personnes, dont la moitié des femmes, vivent loin de leur pays d'origine, en tant que migrants ou réfugiés. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) annonce que le nombre total de migrants internationaux sera voisin de 250 millions d'ici à 2050.

Souvent, les femmes migrantes partent tenter leur chance ailleurs parce qu'elles souffrent d'un sentiment d'impuissance dans leur propre pays. Alors que la pauvreté, les conflits et le changement climatique chassent davantage de personnes hors de leur foyer, Caritas s'efforce de protéger leurs droits, en particulier les droits des femmes.

Les migrants sont confrontés à la marginalisation parce que nous les considérons comme des étrangers et non comme des voisins, comme une charge et non comme des êtres humains productifs, avec suspicion et non avec amitié.

Les gouvernements ne sont pas parvenus à mettre en œuvre des politiques susceptibles de protéger les femmes migrantes vulnérables des mauvais traitements et de l'exploitation. Cette brochure illustre les problèmes qu'elles rencontrent afin que Caritas et la société, collectivement, puissent mieux répondre à leurs besoins.

La foi chrétienne a toujours été sensible au sort du migrant. « L'étranger qui réside avec vous sera pour vous comme un compatriote et tu l'aimeras comme toi-même, car vous avez été étrangers au pays d'Égypte. » (Lévitique 19:34)

Nos obligations sont profondément ancrées dans l'engagement de Caritas envers les pauvres et les marginaux. Un grand nombre d'activités de Caritas ont commencé avec l'aide aux réfugiés, et l'apport d'un soutien aux migrants reste un volet majeur de notre action dans le monde entier.

Cette action consiste à offrir une série de services à chaque étape de leur périple, depuis un service de conseil avant leur départ jusqu'à un appui médical et juridique, voire un emploi, lorsqu'ils sont arrivés à destination, sans oublier une assistance pour ceux qui souhaitent rentrer chez eux.

Caritas ne se contente pas d'apporter un soutien, elle plaide pour des filières de migration officielles et s'emploie à promouvoir une meilleure intégration. Nous sommes tenus de lutter contre toutes les violations des droits de l'homme et les structures qui les favorisent.

Ce document fait apparaître clairement que la migration concerne de plus en plus les femmes et pas seulement les hommes. Il vise à stimuler la réflexion et l'échange avec les experts et les gouvernements sur les risques et problèmes particuliers associés à la migration des femmes.

Il devrait nourrir le débat au sein du personnel de Caritas sur les services que nous proposons. Est-ce qu'ils répondent aux besoins matériels et psychologiques de ceux que nous essayons d'aider ? Sommes-nous suffisamment accueillants et secourables vis-à-vis des migrants ? Quels sont les changements requis pour que la migration devienne licite, sans danger et qu'elle soit porteuse d'avenir ?

Nous voulons un monde plus juste pour les femmes migrantes, nous voulons qu'elles aient les mêmes chances que les autres dans leur quête du bonheur. La force et la détermination des femmes migrantes elles-mêmes seront un facteur majeur du changement et nous leur apportons notre entier soutien dans ce combat.

*Les noms ont été changés pour protéger leur identité

Les femmes, la migration et Caritas

Aimeriez-vous être plus en sécurité, plus riche, en meilleure santé, plus heureux et disposer, vous-même et votre famille, d'un éventail de choix d'avenir ?

Des millions de femmes migrantes quittent leur foyer à la poursuite de ce rêve, chaque année.

Certaines sont chassées par la pauvreté, les catastrophes naturelles ou le manque de perspectives et la nécessité de travailler. D'autres fuient la persécution ou les conflits. Elles quittent leur famille et leur foyer pour prendre de terribles risques.

Les femmes migrantes se heurtent à l'exploitation et aux mauvais traitements mais elles vivent dans l'espoir d'améliorer leur vie et celle de leurs enfants. C'est la migration au féminin.

Pendant longtemps, la migration a été considérée comme une question purement masculine. Mais l'on s'intéresse de plus en plus à la « féminisation de la migration » : c'est-à-dire, à l'augmentation du nombre de femmes s'établissant seules, sans leur famille ni leur mari ni leurs enfants, dans diverses régions du monde.

Les femmes qui le font sont confrontées à des risques et des problèmes différents de ceux que rencontrent les hommes migrants mais elles ont aussi des atouts différents.

Alors qu'un nombre croissant de femmes migrent seules, l'incidence sur les familles et les communautés augmente. De plus en plus fréquemment, les femmes deviennent les seuls soutiens de famille.

Pourquoi les femmes migrent :

- Pour rejoindre d'autres membres de la famille ou pour se marier à l'étranger
- Pour chercher refuge contre la persécution dont elles-mêmes et les membres de leur famille sont les cibles
- Pour fuir la pauvreté, l'instabilité économique et politique et l'absence de perspectives
- Du fait du chômage
- Pour une meilleure éducation
- Pour échapper aux traditions culturelles qui entravent leur vie
- Par désir de liberté et de respect
- Portées par le rêve d'une vie meilleure

Les conditions sociales et économiques font souvent partie des raisons qui poussent les femmes à migrer. Un autre facteur important de la migration est la demande croissante de travailleuses dans des pays de plus en plus nombreux, par exemple pour les travaux domestiques et les soins de santé. Les emplois sont assortis de salaires et de perspectives souvent sans rapport avec ce qui existe dans le pays d'origine. Ils leur permettent de faire vivre leur famille restée au pays.

Selon l'OIM, les sommes envoyées dans leur pays d'origine par les femmes et les hommes se chiffraient à pas moins de 132 milliards de dollars (95 milliards d'euros) en 2000 et ont atteint 414 milliards de dollars (300 milliards d'euros) environ en 2009. L'argent envoyé au foyer sert à nourrir, vêtir et éduquer les enfants, financer les soins de santé et faire reculer la pauvreté.

Tous les ans, des milliers de migrants sans papiers provenant d'Amérique centrale traversent le Mexique au péril de leur vie avec l'espoir d'atteindre les Etats-Unis ou le Canada (à gauche).

Des politiques de libre-échange ont ravagé les économies du Honduras, du Salvador et du Guatemala, forçant de nombreuses personnes à quitter leur foyer à la recherche d'une vie meilleure (au milieu).

La traversée du Mexique se fait souvent dans des trains de marchandises dangereux connus sous le nom de « la bête ». Beaucoup de migrants sont victimes de vols, enlèvements, viols ou extorsions en cours de route (à droite).

Katie Orlinsky

Les difficultés rencontrées par les femmes qui migrent sont les suivantes :

- L'exploitation
- Les mauvais traitements physiques et mentaux
- L'absence de protection sur le marché du travail
- Le manque de sécurité
- Les difficultés économiques
- L'accès insuffisant aux soins de santé
- La rupture culturelle
- La solitude

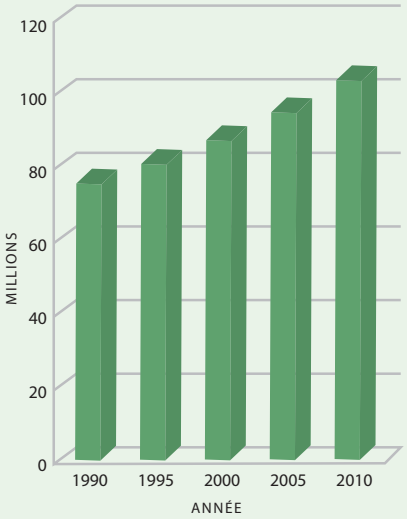
Dans le périple de la migration, les femmes sont infiniment plus vulnérables que les hommes face aux mauvais traitements, à la clandestinité et à la traite.

Les femmes qui vont à l'étranger pour travailler risquent d'être maltraitées à la fois par les agences de placement et les employeurs. Elles n'ont souvent aucune protection juridique et médicale et peuvent être la cible de la discrimination.

Leurs enfants nés à l'étranger se voient souvent refuser la citoyenneté et une identité.

Les femmes victimes de la traite, contre leur volonté ou suite à une tromperie, sont poussées dans la prostitution ou l'esclavage.

Estimation du nombre moyen de femmes migrantes dans le monde



Nations Unies, Tendances en matière de migration : la Révision de 2008

La féminisation de la migration à l'échelle mondiale

À l'heure actuelle, les femmes représentent plus de la moitié des migrants internationaux dans les régions développées, et un peu moins de la moitié dans les régions en développement et les pays les moins avancés.

La mission de Caritas est de combattre la pauvreté et l'inégalité. Elle œuvre pour le développement humain intégral dans le cadre des situations d'urgence, du changement climatique, de la santé et du rétablissement de la paix, où s'enracinent certaines des causes profondes de la migration. Caritas est consciente du manque de perspectives et de choix qui pousse les gens à migrer.

Chacun devrait avoir le droit de migrer ou de rester là où il est. Les migrants, qui sont souvent pauvres et marginalisés, devraient pouvoir faire leur choix et construire leur vie de manière à prospérer.

Les membres de Caritas ont leur siège dans un grand nombre des principaux pays de départ, de passage et de destination des migrants. En sa qualité de confédération internationale, Caritas peut offrir conseils et soutien à toutes les étapes du voyage.

Le travail de Caritas avec les migrants est aussi varié que poussé. La confédération s’efforce de s'attaquer aux questions multiples et complexes que les femmes rencontrent à chaque étape de la migration.

Caritas Jordanie distribue des paniers nourriciers aux femmes migrantes.
Michelle Hough/Caritas

Les activités de Caritas relatives à la migration

Avant le départ

Pour que la migration soit un choix éclairé, Caritas assure un service de conseil avant le départ. Des experts avisent sur les risques, sur ce qui peut arriver et sur les façons de rendre l'expérience moins périlleuse.

Caritas Sri Lanka conduit des programmes de sensibilisation qui informent les candidates potentielles à la migration des difficultés qu'elles pourraient rencontrer, par exemple, au Moyen-Orient. Quelquefois, les employeurs confisquent les passeports, piégeant les migrants vulnérables dans des situations de dépendance. Caritas donne des conseils de bon sens, par exemple, en recommandant aux migrants de confier une photocopie de leur passeport à leur famille.

Pendant le voyage

Au cours de leur voyage vers d'autres pays, les migrants traversent parfois des déserts et des océans et connaissent la faim, la maladie et le désespoir. Caritas accueille les étrangers et leur offre le vivre et le couvert, quelle que soit leur situation juridique. Dans le désert du Mali, la Maison du migrant de Gao offre un lieu de repos à ceux qui partent ou qui reviennent. On y trouve de quoi manger et un soutien médical et psychologique.

À l'arrivée

Sans famille, sans réseau et ignorants les réalités locales, les migrants ont souvent besoin d'une aide considérable dans le pays hôte. Caritas propose des cours de langue et des formations professionnelles pour aider les migrants à s'intégrer. Caritas offre un appui social et juridique à ceux qui demandent l'asile.

Guérison des traumatismes

Un grand nombre de femmes ont subi des violences et des tortures avant ou pendant le voyage. Des services spécialisés sont proposés par certains membres de Caritas pour aider les migrantes à guérir des traumatismes dont elles ont pu être victimes dans le pays hôte ou à surmonter les difficultés liées au rapatriement.

Recherche d'emploi

Caritas aide les migrants à trouver du travail et des formations dans leur nouveau pays et dans leur pays d'origine s'ils y retournent. Au Sénégal, Caritas épaule la création des petites entreprises qui assurent un revenu et donnent une raison de ne pas migrer.

Enfants

Les enfants qui migrent seuls sont particulièrement vulnérables. Caritas signale les mauvais traitements et veille à ce que les intérêts des enfants soient pris en compte. Caritas Suisse mène une campagne active contre la mutilation génitale des femmes et des fillettes.

Traite des êtres humains

Caritas soutient COATNET (un réseau d'organisations chrétiennes contre la traite des personnes). Celui-ci mène des actions de plaidoyer et est un réseau de prestataires de services qui prennent des mesures préventives et proposent une assistance et une aide au retour.

Rapatriement

Le réseau d'organisations européennes d'appui à la réintégration (ERSO) offre aux rapatriés volontaires des conseils avant le départ, des informations sur la réinsertion s'ils décident de rentrer et une assistance dans le pays d'origine. Six organisations du réseau sont des membres de Caritas.

Plaidoyer et renforcement des capacités

Caritas plaide en faveur de changements pour les migrants aux échelons local, national et international. En 2010, Caritas a lancé la campagne « Sous un même toit, sous une même loi » afin de mettre en lumière la nécessité de mieux protéger les employés domestiques migrants. Caritas Liban, pour sa part, a aidé une employée domestique à remporter une victoire juridique sans précédent, en obtenant une compensation pour les mauvais traitements subis.

Après avoir vécu la violence et le déplacement, Zeina a bâti un commerce de nourriture au Tchad.
SECADEV

La quête de l'autonomie : du Soudan au Tchad

La vie de Zeina a basculé quand son mari est mort. Il était un commerçant prospère de Fasher, dans le Darfour, au Soudan. Ses affaires le faisaient voyager jusqu'à Khartoum, la capitale, et même jusqu'en Égypte et en Libye.

« Je vivais comme une reine. Mon mari possédait des troupeaux de chameaux, de vaches et de moutons. Il gagnait beaucoup d'argent » se souvient Zeina, une femme de 45 ans.

Cette vie a pris fin avec la mort de son mari, tué pendant le conflit du Darfour. Le frère aîné a pris la famille en charge et Zeina et ses enfants ont été obligés d'aller vivre avec lui dans le village d'Angabra.

Mais le conflit les a rattrapés une nouvelle fois. Ils ont été obligés de fuir pour leur sécurité dans l'est du Tchad. C'est dans un camp, à Tiné, que Zeina a découvert que son propre frère et d'autres proches avaient aussi été tués. Elle était à la merci de son beau-frère toujours plus violent.

Zeina a été blessée au visage et aux mains. « C'est lui qui m'a blessée », dit-elle. « Il a essayé de me violer plusieurs fois, de m'obliger à le prendre pour mari. Pour respecter la tradition, j'ai dit que j'épouserais le jeune frère de mon mari. L'aîné a tout fait pour que cela n'arrive pas. Il a contraint le cadet à quitter le camp.

> « Un soir, il a envoyé trois hommes ici pour me torturer. »
> Zeina*

« Il m'a accusée de rencontrer secrètement un homme et d'être enceinte de lui. Un soir, il a envoyé trois hommes ici pour me torturer jusqu'à ce que je reconnaisse mon infidélité. »

Les violences ont enfin cessé lorsque son beau-frère a été arrêté. Il s'est ensuite échappé de la prison où il était détenu pour ce qu'il avait fait à Zeina.

Un grand nombre de maris et de pères ont été tués pendant la guerre du Darfour. Les veuves et les orphelins sont des groupes particulièrement vulnérables dans l'environnement des camps de réfugiés.

Par l'entremise de Caritas Tchad (connue dans le pays sous le nom de SECADEV), les femmes reçoivent un petit pécule pour entreprendre des activités de groupe qui amélioreront leurs revenus. Il existe 23 groupes, de femmes essentiellement, dans le camp de Milé, dans l'est du Tchad.

Le groupement auquel Zeina appartient se compose de trois femmes et de deux hommes et il porte le nom de Lessis (qui signifie « bonne action » en arabe). Chaque membre du groupement touche 40 dollars (30 euros). L'idée est que le groupement rembourse le capital et les intérêts après six mois.

Zeina a acheté une machine à spaghetti. Caritas l'a formée à la fabrication des spaghettis. Six centres de formation installés dans les camps enseignent aux femmes des techniques de fabrication et de vente de produits alimentaires locaux, tels que le jus de mangue, la sauce tomate et les biscuits.

« Pour l'instant, j'ai environ 150 dollars (113 euros) de marchandises et je gagne en moyenne 12 dollars (9 euros) par jour », explique Zeina. « J'utilise un tiers environ de cette somme pour couvrir mes besoins quotidiens et ceux de ma famille. Je mets le reste de côté pour financer mes activités et j'envoie aussi un peu d'argent à ma mère à Fasher. »

Zeina est encore jeune. Elle aimerait bien se remarier un jour. Mais, pour l'heure, son seul souci est de prendre soin de sa famille et de gagner suffisamment d'argent pour garantir son autonomie.

*Les noms ont été changés pour protéger leur identité

Maria a ouvert un restaurant en collaboration avec d'autres familles en Colombie et avec l'aide de Caritas.
CAFOD

Les femmes actrices de leur vie : la Colombie

Maria* et sa fillette de huit ans sont prises dans le conflit sans fin qui a dévasté la Colombie pendant plus de quatre décennies et qui s'est soldé par un nombre imposant de morts et de mutilés. Des millions de personnes ont été chassées de leurs foyers par la peur et, dans le cas de Maria, tout simplement parce que leur foyer avait disparu.

« J'ai été obligée de fuir de chez moi à la campagne avec ma fille quand des milices illégales ont mis le feu à la maison », raconte-t-elle.

Maria, une femme de 44 ans, vit dans une petite cabane de bois et de plastique dans le bidonville de Huila, dans le sud-ouest de la Colombie.

« Il n'y a qu'une chambre et il n'y a ni toilettes ni eau courante », déplore Maria, qui est une mère célibataire.

Selon le centre de surveillance des déplacements internes (IDMC), la moitié des personnes déplacées en Colombie sont des femmes et 47 % des ménages déplacés sont dirigés par une femme.

Maria vivait de la vente de beignets (empanadas). Puis, après une formation offerte par Caritas, elle a ouvert un restaurant avec d'autres familles.

Outre le restaurant de Maria, 25 entreprises ont vu le jour, y compris une coopérative de production de café, des ateliers de fabrication de chaussures et de vêtements, un élevage de volailles, un salon de beauté et un ferrailleur. Le programme prévoit aussi un service d'accompagnement et de conseil juridique.

L'objectif est que ces entreprises, valorisant les expériences et les compétences existantes des personnes, leur permettent de gagner un revenu décent pour accéder à l'autonomie.

« J'espère vraiment que notre nouvelle entreprise sera une réussite. Il y a beaucoup de problèmes pour les jeunes dans cette zone, par exemple la drogue, alors j'espère que ce travail me permettra d'assurer une vie meilleure à ma fille et de trouver un nouveau logement », déclare Maria.

> « J'espère vraiment que notre nouvelle entreprise sera une réussite. »
>
> Maria*

*Les noms ont été changés pour protéger leur identité

Marion visite Caritas Jordanie pour y recevoir des aliments.
Michelle Hough/Caritas

Vivre dans la peur : de l'Érythrée à la Jordanie

« Parfois j'ai peur quand je vois la police », explique Marion*. « Si elle m'attrape, je serai renvoyée dans mon pays. Je n'ai rien là-bas. Il n'y a rien à manger. Qu'est-ce que je ferais ? Comment est-ce que je vivrais ? »

Marion, une femme de 50 ans, a quitté son foyer en Érythrée il y a neuf ans pour venir en Jordanie.

L'agence de placement avec qui elle a traité lui a recommandé de prétendre qu'elle était secrétaire pour obtenir plus facilement un permis de travail. En réalité, elle partait pour être domestique.

Après quatre ans, elle a perdu son travail. Elle a voulu changer son permis pour obtenir celui d'employée domestique mais sans succès. Depuis lors, elle est sans-papiers.

Marion n'a pas de maison, pas de travail et pas d'argent pour rentrer en Érythrée alors qu'elle a laissé quelque chose de très précieux là-bas, chez elle : ses enfants. Elle en a quatre, âgés de 12 ans à 20 ans, et ils ont grandi sans elle.

Son visage tiré se fronce en une grimace et elle se frotte le côté juste en dessous des côtes. « Je souffre de colite spastique », explique-t-elle. « C'est parce que je pense à mes enfants pendant la nuit. Je ne les ai pas vus depuis qu'ils étaient tous petits. J'ai perdu beaucoup de poids à cause de ça. »

> « J'espère que quand je verrai mes enfants, je serai en bonne santé. »
>
> Marion*

Le père des enfants est éthiopien. Ils vivaient tous ensemble en Éthiopie mais Marion et ses enfants ont été obligés de rentrer en Érythrée lorsque la guerre a éclaté entre les deux pays en 1998.

« Je ne l'ai plus jamais revu », dit-elle. « Je ne sais pas s'il est mort ou vivant. »

Ses enfants vivent avec sa mère. Marion avait l'habitude de leur envoyer une partie de son salaire mais, aujourd'hui, elle travaille irrégulièrement parce que ses papiers ne sont pas en règle.

« Parfois je travaille mais j'essaie aussi de me cacher. Vous voulez savoir pourquoi je porte ça ? », dit-elle en saisissant les pans de son voile bleu, « c'est pour me mêler aux autres et ressembler à une femme musulmane. Mais je suis chrétienne. »

Marion partage une pièce avec deux autres femmes. Elle coûte 17 dinars (24 dollars environ) par mois. Quand elle travaille, elle contribue au loyer, sinon elle dépend de l'aide de ses amies. Elle essaie de travailler un ou deux jours par mois, tout en sachant que, si elle est prise, elle sera envoyée en prison.

Le retour chez elle n'est pas facile à envisager. En application de la loi actuelle, elle devrait payer une amende pour chaque jour passé en Jordanie sans papiers. Après cinq ans sans permis de résidence, elle devrait payer quelque 3 000 dinars (plus de 4 200 dollars). C'est une somme qui dépasse largement ses moyens. Son seul espoir serait une amnistie, que le roi accorde parfois pour laisser les migrants rentrer chez eux sans payer d'amende.

Grâce à Caritas, Marion a pu faire des examens pour ses problèmes de santé. À l'occasion de cette visite au centre communautaire de Caritas Jordanie, elle a aussi reçu un colis alimentaire contenant des lentilles, du thé, de l'huile, du sucre, du lait, du fromage, du riz et des cubes de bouillon. Elle explique que sa foi et la communauté où elle pratique sa religion lui sont d'un grand secours.

« Dieu seul sait ce qui va arriver. J'espère que quand je verrai mes enfants, je serai en bonne santé », dit-elle.

*Les noms ont été changés pour protéger leur identité

Une femme érythréenne fait la queue dans un camp en France. Comme Amina, elle a quitté l'Afrique à la recherche de nouveaux débouchés.

S. Le Clézio/Secours Catholique

Quand rien n'est permanent : de l'Afrique du Nord à l'Italie

« Mon pays est magnifique », soupire Amina*. « On y trouve tout, sauf du travail. »

Le départ semblait la meilleure option pour Amina après la fermeture de son école de couture. En 2001, elle est partie pour la France où l'un de ses frères et deux de ses sœurs vivaient et travaillaient. Son père, qui habite en Afrique du Nord avec sa mère et deux autres enfants, avait d'ailleurs fait ses études en France.

Mais Amina a rapidement compris qu'en France il était difficile d'obtenir un permis de séjour. Elle est alors allée en Italie où habitait un autre de ses frères. Son arrivée a coïncidé avec l'application d'une nouvelle législation. Les migrants ne provenant pas de l'Union européenne devaient se prévaloir d'un contrat d'emploi avec une société ou une famille pour entrer en Italie. Les employeurs devaient introduire une demande de permis pour que les migrants sans-papiers puissent rester en Italie.

Le frère d'Amina connaissait une famille qui avait besoin d'une domestique.

« La famille m'a accueillie comme sa propre fille. Ils ont payé les charges pour ma retraite et demandé un permis de résidence pour que je puisse rester en Italie », dit-elle.

Elle a continué à travailler pour la famille quand elle a eu ses enfants, un garçon et une fille, aujourd'hui âgés de quatre ans et deux ans. Elle a travaillé d'abord pour la mère, puis pour la fille jusqu'en juillet 2009, date à laquelle le mari de cette femme est décédé.

> « Mes enfants sont nés ici mais ils n'ont pas la citoyenneté italienne. »
>
> Amina*

Amina a suivi alors un cours gratuit de 160 heures pour devenir auxiliaire familiale. Elle travaille aujourd'hui pour une famille de 9h00 à 14h00, du lundi au vendredi.

Elle a aussi suivi un cours de 120 heures pour pouvoir travailler avec les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer. Caritas l'a aidée à trouver un travail de bénévole auprès d'un homme souffrant d'Alzheimer pendant 10 mois, pour satisfaire aux exigences du cours. Elle passe 4 heures, deux fois par semaine, auprès de cet homme.

Caritas l'a aidée en lui donnant des vêtements d'occasion pour ses enfants dans le cadre du projet « Save Mothers » et des coupons alimentaires pour faire ses achats essentiels au supermarché.

« J'ai de la chance. J'ai fait beaucoup de choses par moi-même mais le fait de rencontrer des gens de bien tels que ceux de Caritas m'a aussi aidée », déclare Amina, qui ajoute que l'intégration est toutefois difficile.

« Je me sens toujours une étrangère et je ne suis pas retournée en Afrique du Nord depuis cinq ans », avoue-t-elle.

Amina estime que si un changement devait être apporté à la loi italienne, ce serait que les enfants d'immigrés, nés en Italie, reçoivent la citoyenneté italienne.

« La difficulté est que mes enfants sont nés ici mais qu'ils n'ont pas la citoyenneté italienne, d'un autre côté ils n'ont jamais été en Afrique du Nord et ne connaissent pas l'arabe », explique-t-elle.

Amina est bien consciente que tout ce qu'elle construit sera toujours précaire avec la loi actuelle sur l'immigration en Italie, même si son permis de séjour est valide jusqu'en 2013.

Son futur vient à peine d'être remis en question après que la famille chez laquelle elle travaillait lui ait dit qu'elle ne pouvait plus l'employer. Elle s'insurge : « J'ai un contrat permanent mais qu'est-ce que ça veut dire si on peut simplement se débarrasser de moi comme d'un vieux chiffon ? »

*Les noms ont été changés pour protéger leur identité

Sœur Sherly Joseph avec certains des enfants des migrants indigents auxquels Caritas vient en aide.

Michele Bombassei/IOM 2008 – MLY0003

Le voyage vers une vie meilleure ? Du Nigeria à la Libye

Vivian*, 24 ans, a quitté le Nigeria en quête d'une vie meilleure en Europe. Près de deux ans plus tard, elle revient chez elle, sans être allée plus loin que la Libye.

Bien qu'elle soit titulaire d'un diplôme en biologie et sciences intégrées, Vivian n'a pas réussi à décrocher un emploi au Nigeria. Le voyage à travers le désert et la mer vers une contrée où elle ne connaissait personne lui a semblé être sa seule chance.

Le voyage jusqu'en Libye a été beaucoup plus dur qu'elle ne l'imaginait. Vivian a payé un passeur pour la traversée du désert. À peine arrivé à Duruku, au Niger, il a exigé un supplément.

« Ma famille n'avait pas les moyens de m'envoyer de l'argent et j'ai donc demandé à un de mes compagnons de voyage de m'aider », raconte-t-elle.

L'homme qui a versé au passeur 400 dollars (290 euros) était plus qu'un simple compagnon de voyage. Il était le père de l'enfant que Vivian portait. Vivian s'était retrouvée enceinte peu de temps après le début du voyage. Chaque jour, elle avait peur de ne pas avoir assez de nourriture ou d'eau.

Mais, portée par le rêve de l'Europe, Vivian ne voulait pas renoncer à ce difficile voyage.

> « Je ne peux plus supporter d'autres souffrances. Je suis maintenant heureuse à l'idée de rentrer chez moi. » Vivian*

Elle n'a pas baissé les bras quand elle a été arrêtée et détenue deux mois dans le désert. Pas même lorsque, dans un état de grossesse avancée, elle a voyagé sur 800 km dans la benne d'un camion couverte d'une bâche.

Elle a dû demander à des étrangers de l'aider pendant son voyage, après sa sortie du camp dans le désert. Le chauffeur du camion a essayé de lui trouver un logement chez un Nigerian à Tripoli, mais l'homme a refusé de l'héberger.

Épuisée, Vivian a erré seule dans les rues de la capitale, puis elle a eu la chance de rencontrer une femme qui l'a accompagnée au Tripoli Christian Fellowship. Là, on l'a hébergée et on l'a aidée à régler les factures de l'hôpital lorsqu'elle a donné naissance à son enfant.

La femme a perdu son travail et n'a plus été en mesure de porter secours à Vivian. Par l'entremise d'un ami, elle a contacté Caritas à Tripoli. L'organisation l'a aidée pour le loyer, la nourriture, les vêtements et les affaires du bébé. Face à tant de difficultés, Vivian a décidé que la meilleure solution était de rentrer au Nigeria.

« Je ne peux plus supporter d'autres souffrances », explique Vivian. « Je suis maintenant heureuse à l'idée de rentrer chez moi. Je vais continuer mes études. J'espère trouver un emploi qui me permettra de gagner un bon salaire et de retrouver ma dignité. »

Caritas a aidé Vivian à contacter l'Organisation internationale pour les migrations afin qu'elle organise son rapatriement. Sœur Sherly Joseph, qui travaille pour Caritas à Tripoli, explique que son travail auprès des femmes migrantes consiste aussi à leur faire comprendre combien la vie à l'étranger peut être difficile.

« Un grand nombre de ces jeunes femmes sont à la recherche d'une vie meilleure et d'argent facilement gagné », explique sœur Sherly. « Beaucoup d'entre elles n'ont aucune idée des risques qu'elles prennent et, pour certaines, ne savent même pas ce qu'est un passeport international. »

*Les noms ont été changés pour protéger leur identité

Caritas s'assure que les migrants sont au courant des risques qu'ils courent avant de prendre la décision de se rendre à l'étranger.
Laura Sheahen/CRS

Davantage de compétences, moins d'exploitation : du Sri Lanka à l'Arabie Saoudite

« J'ai dit à l'agence qu'il n'y avait rien à manger », raconte Julia. « Ils m'ont répondu que ça leur était égal. »

Julia*, une Sri-lankaise de 48 ans, a appelé son agence de placement en Arabie Saoudite, poussée par le désespoir. Elle avait déjà quitté le Sri Lanka à plusieurs reprises pour travailler comme domestique au Moyen-Orient, une fois à Dubaï et une fois en Jordanie. Bien que les séjours dans ces pays aient été difficiles, il ne lui était jamais arrivé ce qui lui arrivait alors en Arabie Saoudite : elle était quasiment affamée.

Les riches employeurs de Julia – un médecin et une enseignante – prenaient rarement leurs repas chez eux. Les jours passaient et Julia recevait de temps en temps un morceau de pain ou un peu de viande. « Un jour, ils me donnaient du poulet frit et puis plus rien pendant deux ou trois jours », se souvient-elle.

À l'instar de centaines de Sri-lankaises qui partent à l'étranger comme domestiques, Julia ne pouvait pas quitter le domicile de ses employeurs. Les portes étaient fermées à clé. Dans son cas, elle ne voyait même pas l'extérieur. À la merci de ses employeurs et de son agence de placement, elle a travaillé pendant des mois, non seulement au domicile de ses employeurs mais aussi chez leurs proches.

Julia n'était pas étrangère aux mauvais traitements. En Jordanie, elle travaillait de 5h00 du matin jusqu'à tard le soir. « Je dormais habituellement 5 heures par nuit », raconte-t-elle.

Elle gagnait en moyenne 100 dollars (78 euros) par mois, un salaire typique pour les domestiques Sri-lankaises travaillant à l'étranger. Mais, au moins, elle était nourrie.

En Arabie Saoudite, elle a dû faire front non seulement à la faim mais aussi à la suspicion. « Madame avait peur que son mari ne tombe amoureux de moi », dit-elle. « Elle ne me permettait pas de lui parler. »

> « Parfois, ils ne me donnaient rien à manger pendant deux ou trois jours. »
>
> Julia*

Bien que son agence lui ait promis un salaire mensuel de 133 dollars (103 euros), elle n'a reçu que 88 dollars (68 euros) par mois. Après quatre mois de faim, Julia a dit à son employeuse qu'elle voulait s'en aller. Heureusement pour elle, ils l'ont laissée partir.

Julia est aujourd'hui de retour au Sri Lanka, où elle vit près de Kandy. Son mari est au chômage et il la bat. Il n'y a pas beaucoup d'argent pour leur fils. Elle reçoit un soutien et une formation de Caritas Kandy (SETIK).

Caritas propose aux rapatriées des formations sur la couture, la fabrication de savon, la culture des champignons, la peinture sur tissu et le maraîchage familial. L'objectif est de donner aux femmes des possibilités de gagner de l'argent dans leur pays natal.

Pour celles qui décident de partir à l'étranger, Caritas et la Commission catholique pour les migrations du Sri Lanka dispensent un service de conseil afin d'éviter que les femmes ne soient exploitées, par exemple, en leur recommandant de laisser une photocopie de leur passeport au Sri Lanka ou de donner les coordonnées des employeurs à des proches. Ils mettent des affiches dans les temples, les églises et les bureaux publics de manière à ce que les femmes sachent comment se protéger.

Caritas Kandy a créé un groupement appelé Rakawarna Hawla (« Rassemblement des gardiennes »), dans lequel d'anciennes domestiques décrivent aux villageoises les risques et les problèmes du travail à l'étranger.

Aux migrantes qui ont souffert de mauvais traitements et sont rentrées chez elles, Caritas offre une aide financière. Dans les cas les plus graves, Caritas aide les familles des domestiques à intenter une action en justice.

« Nous ne nous limitons pas à leur accorder des prêts, nous leur proposons aussi des formations et les aidons à connaître leurs atouts », explique le père Roy Clarence, directeur de la Commission catholique pour les migrations (diocèse de Kandy).

Julia fait partie du groupement, heureuse à l'idée d'apprendre comment cultiver un jardin productif dans un espace limité. Après une vie passée à la merci des autres, elle a enfin accès aux compétences qui l'aideront à acquérir son autonomie.

*Les noms ont été changés pour protéger leur identité

Conclusión

Caritas trouve son inspiration dans la force de femmes telles que Vivian, Zeina, Amina, Marion, Maria et Julia et les accompagne dans leur voyage.

Pour ces femmes, la route a été longue et difficile mais, faute de pouvoir choisir, elles ont fait front à leurs difficultés et leurs peurs. L'espoir d'un futur meilleur pour elles-mêmes ou leurs enfants et la volonté de surmonter les situations difficiles ne les ont jamais lâchées.

Leurs récits nous conduisent à réfléchir sur les questions suivantes :

Comment faire en sorte que les femmes migrantes trouvent des porte-parole et se fassent entendre ?

Comment réduire le nombre de vies perdues pendant la migration ? Que faire pour que la migration des femmes devienne une option régie par des lois et dénuée de dangers ?

Quelles mesures faut-il prendre pour que les femmes migrantes jouissent de leurs propres droits et ne soient pas asservies à un mari ou un employeur ?

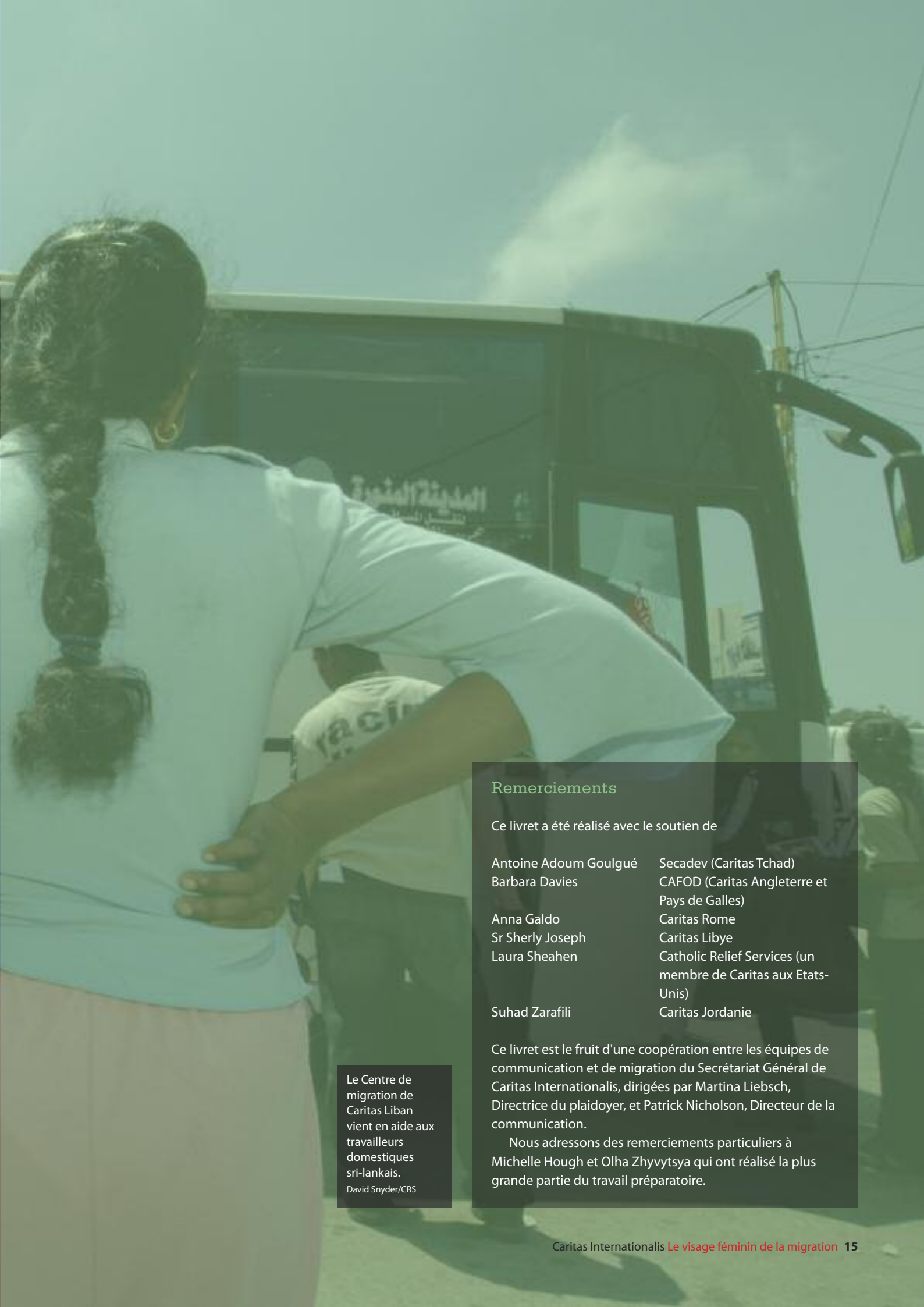
Comment faire baisser le montant des paiements et des dépenses liés à la migration ?

Comment peut on assurer la protection des femmes fuyant la persécution ?

Quelle est l'incidence des politiques relatives à la migration sur les hommes et les femmes ?

Dans quelle mesure la traite, les mauvais traitements et l'exploitation, les politiques relatives à la migration et la réglementation du marché du travail sont-ils interdépendants ?

Comment Caritas peut-elle équilibrer ses activités de plaidoyer et sa dimension humanitaire et caritative ?



Le Centre de migration de Caritas Liban vient en aide aux travailleurs domestiques sri-lankais.
David Snyder/CRS

Remerciements

Ce livret a été réalisé avec le soutien de

Antoine Adoum Goulgué	Secadev (Caritas Tchad)
Barbara Davies	CAFOD (Caritas Angleterre et Pays de Galles)
Anna Galdo	Caritas Rome
Sr Sherly Joseph	Caritas Libye
Laura Sheahen	Catholic Relief Services (un membre de Caritas aux Etats-Unis)
Suhad Zarafili	Caritas Jordanie

Ce livret est le fruit d'une coopération entre les équipes de communication et de migration du Secrétariat Général de Caritas Internationalis, dirigées par Martina Liebsch, Directrice du plaidoyer, et Patrick Nicholson, Directeur de la communication.

Nous adressons des remerciements particuliers à Michelle Hough et Olha Zhyvytsya qui ont réalisé la plus grande partie du travail préparatoire.

www.caritas.org

Caritas

Palazzo San Calisto
V-00120
Vatican City State
+39 06 698 797 99